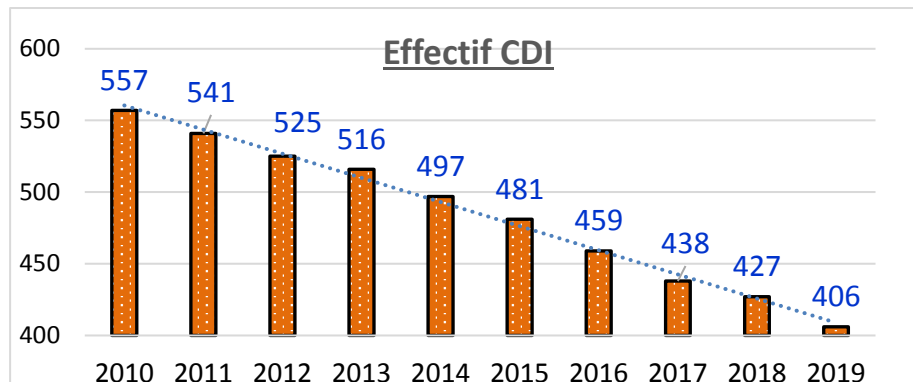


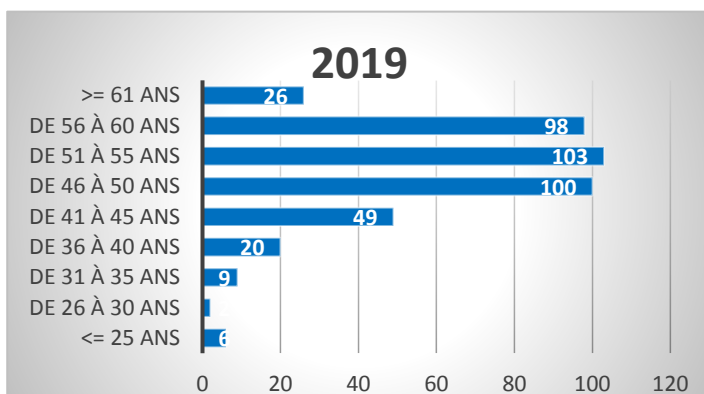
DECLARATION CFDT - CONSULTATION CSE JUIN 2020 POLITIQUE SOCIALE 2019

Comme en 2018, les élus CFDT constatent la baisse des effectifs, le déséquilibre entre départs et embauches est toujours bien réel. Au vu de l'examen du bilan social 2019, les élus CFDT déplorent un renouvellement insuffisant des effectifs pourtant indispensable pour assurer de bonnes conditions de travail. En l'espace de 9 ans, l'effectif de la DRE SAP est en baisse de 27.10%.



➤ Emploi :

- ✓ Depuis 2010, **151 emplois** ont été supprimés. **En 2010, l'effectif CDI était de 557. En 2019, il n'est plus que de 406.** Déduction faite des 26 départs dans le cadre du Compte Epargne Temps et de 2 salariés en CATS, **l'effectif réel est réduit à 378, soit une perte de 179 postes depuis 2010.**
 - ✓ **Ainsi depuis 5 ans, nous constatons une accélération de la chute des effectifs : 119 postes de travail en moins.**
- ✓ Aujourd'hui, **79.18%** des salariés sont âgés de plus de 45 ans et **54.96% de plus de 50 ans.**
- ✓ La pyramide des âges montre clairement que le recrutement en faveur des jeunes doit devenir une priorité. Les moins de 35 ans ne représentent que 4.12% de l'effectif total.



➤ Embauches :

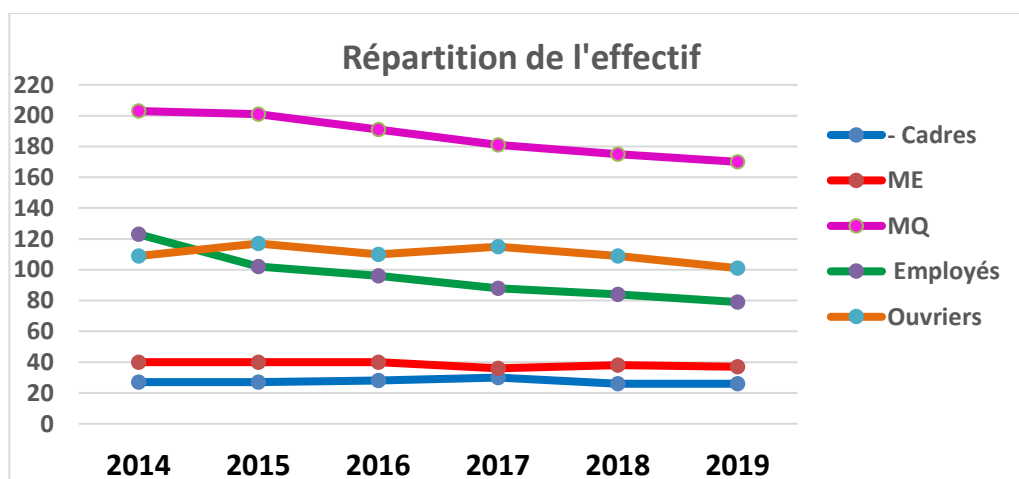
- ✓ En 2019, 6 salariés ont été recrutés : 4 cadres, 1 TMO et 1 OA.
Depuis 2014, nous observons un total de 23 recrutements pour 119 emplois en moins.

Les recrutements sont loin de compenser les départs et font passer au second plan les besoins humains dans les services en viabilité notamment (15 salariés en moins en 2019 en incluant les CET). Ce qui a des conséquences sur les organisations du travail et conditions de travail.

Nous notons que le nombre de départs voulus ou contraints est supérieur aux recrutements (hors retraite et fin de CDD). Ce qui peut nous interroger sur le bien-être au sein d'ASF.

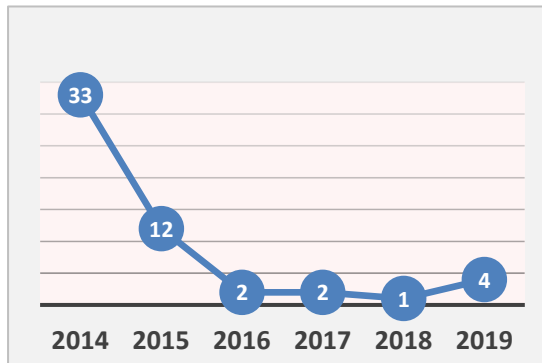
Les élus CFDT demandent que la qualité de vie au travail ne pâtisse pas des sous effectifs dans certains services.

Embauches CDI	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Cadre	0	1	1	3	1	4
Maîtrise	0	0	0	1	3	1
Exécution	0	0	0	2	5	1
	0	1	1	6	9	6



➤ Promotions :

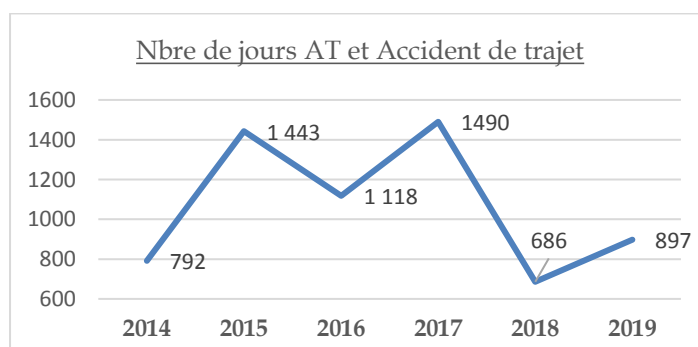
- ✓ Depuis 5 ans, le nombre de salariés promu est marginal. Quelle motivation peuvent trouver les salariés dans leur déroulement de carrière ? En 2019, cela représente uniquement 0.99% des CDI qui ont été promus.



➤ Absentéisme :

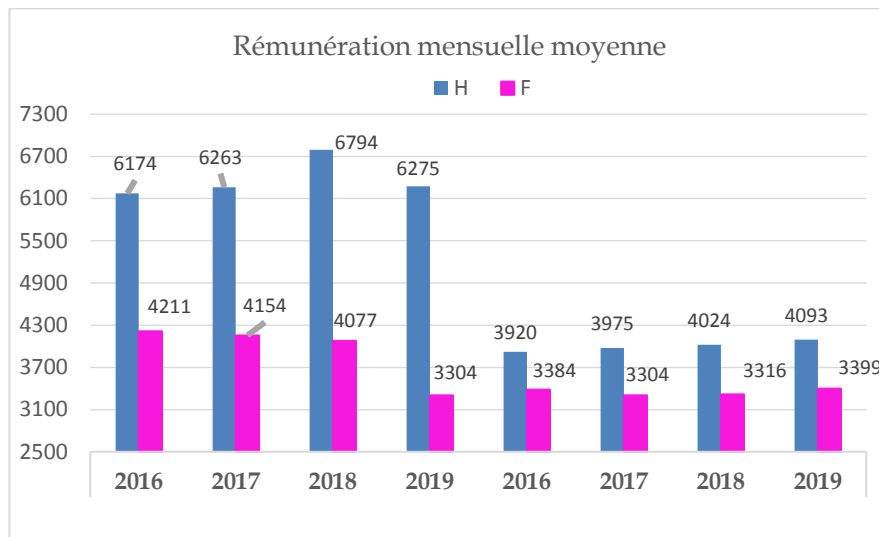
- ✓ Nous notons que le taux d'absentéisme en 2019 a tendance à stagner par rapport à 2018 (2019 = 4.59% , 2018 = 4.73%)
D'autre part, l'analyse du bilan social amène la CFDT à s'interroger sur l'augmentation du nombre de journées d'absences d'accident du travail en 2019 malgré les actions mis en place par la direction ces dernières années.

	2015	2016	2017	2018	2019
Cadre	44	46	32	29	75
Maîtrise	3112	3088	3517	3248	4079
Exécution	4562	4808	5363	4147	2808
	7718	7942	8912	7424	6962
Nbre moyen de jours d'arrêts par salarié	16	17	20	17	17

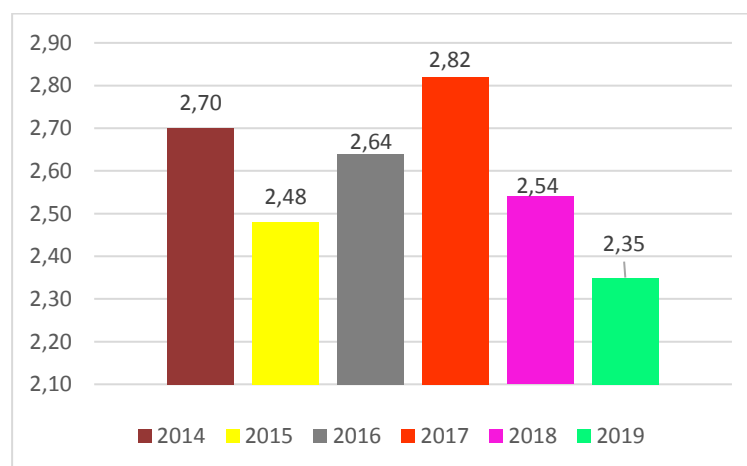


➤ Rémunérations :

- ✓ L'écart des rémunérations Hommes/femmes ne s'améliore toujours pas concernant la catégorie des cadres. Lors de l'analyse du rapport H/F, on remarque que les femmes occupent très majoritairement des emplois d'assistantes. Très peu de postes de chefs de service sont tenus par des femmes. Sur un total de 11 femmes cadre, huit occupent un emploi d'assistante.



- ✓ A l'identique de 2018, les élus CFDT constatent que le rapport entre la moyenne des rémunérations des 10% des salariés touchant les rémunérations les plus élevées et celles correspondant aux 10% des salariés touchant les rémunérations les moins élevées tend à baisser. La CFDT invite la direction à poursuivre cette tendance.



- ✓ En revanche, la CFDT déplore le fait que la direction ne respecte pas la législation. Elle demande que soit intégrée dans le rapport d'égalité H/F de la DRE SAP le nombre de femmes dans les dix plus hautes rémunérations, conformément à l'article du code du travail D.2323-12.

L'analyse du bilan social ainsi que les différents rapports amènent les élus CFDT à formuler les remarques suivantes :

- Les effectifs continuent de baisser. Le bilan 2019 en termes d'embauche est nettement insuffisant et décevant car les besoins des équipes sont pourtant bien réels. L'insuffisance de recrutement s'accompagne d'un vieillissement par le sommet de la pyramide des âges. Ceci nous paraît dangereux car à un moment donné une pyramide posée sur sa pointe plutôt que sur ses fondations finira par s'effondrer !

L'entreprise poursuit donc en 2019 sa politique de destruction des emplois, au prétexte de maîtriser et réduire les coûts de gestion de l'entreprise. La direction doit arrêter de considérer le personnel comme une variable d'ajustement des comptes.

Du fait de cette politique, les organisations du travail sont toujours plus tendues et ne tiennent aucunement compte du vieillissement de la population ce qui dégrade fortement les conditions de travail de toutes les filières et toutes les catégories professionnelles.

- On remarque une augmentation du nombre de jours d'absences d'arrêt d'accident du travail ainsi qu'une augmentation significative des arrêts maladies inférieurs à 3 mois concernant la filière péage, est-ce l'indicateur de la non prise en compte d'une dégradation des conditions de travail du fait du non remplacement des absences de salariés, des départs à la retraite, de la non prise en compte par l'entreprise du vieillissement de la population etc..
- Les inégalités de salaires entre les hommes et les femmes perdurent pour certaines catégories professionnelles. L'entreprise ne fournit aucune ventilation des rémunérations par filière, ce qui prive les élus du CSE de toute possibilité d'analyse.
- Les évolutions de carrière sont plus que limitées. Les rares promotions font qu'on ne peut que s'interroger sur la volonté de reconnaissance des compétences acquises.
- La DRE SAP affiche une forte augmentation des dépenses de sécurité en 2019 par rapport à 2018 et un taux de réalisation de 167% du programme présenté l'année précédente. On pourrait croire que ces dépenses ont eu un impact important pour les conditions de travail des salariés du terrain. Ce n'est pas le cas, les données sont tronquées car la direction a intégré tous les travaux réalisés dans le cadre de la tenue du G7 (+329 342 euros). La preuve est faite que l'entreprise sait trouver du budget lorsque les yeux du monde sont braqués sur elle !

Compte tenu de ces remarques et observations, les élus CFDT prononcent un avis défavorable.